

## **Un allongement des délais de paiement en Afrique permettrait de libérer 33,5 Mds USD de BFR additionnel pour les entreprises du continent**

**PARIS – 31 JUILLET 2018** – Et si les fournisseurs étrangers de biens et services accordaient un délai de paiement de 30 jours aux entreprises africaines, plutôt que de leur demander un paiement au comptant ou en avance ? Selon Euler Hermes, cela libérerait 33,5 Mds USD de BFR additionnel pour les entreprises du continent africain en 2018. Un excédent qui pourrait par exemple être utilisé à des fins d'accroissement de productivité.

En 2015, le leader mondial de l'assurance-crédit estimait que l'octroi d'un délai de paiement de 30 jours par les fournisseurs étrangers aux entreprises africaines libérerait 40 Mds USD de BFR. Depuis, la donne a changé : un choc de matières premières a touché les pays africains riches en ressources, affectant leurs revenus liés aux exportations et réduisant leur capacité à financer leurs importations. Une situation qui a conduit à une réduction de -22% des importations africaines en valeur, de 800 Mds USD en 2014 à 623 Mds USD en 2016.

*“En prenant en compte cette nouvelle situation commerciale, notre estimation passe à 33,5 Mds USD de BFR additionnel généré pour les entreprises africaines. Cette révision à la baisse résulte d'une réduction des importations africaines et d'une contraction des délais de paiement accordés par les fournisseurs étrangers (64% des importations africaines sont payées en avance) »,* explique Ludovic Subran, Chef économiste d'Euler Hermes.

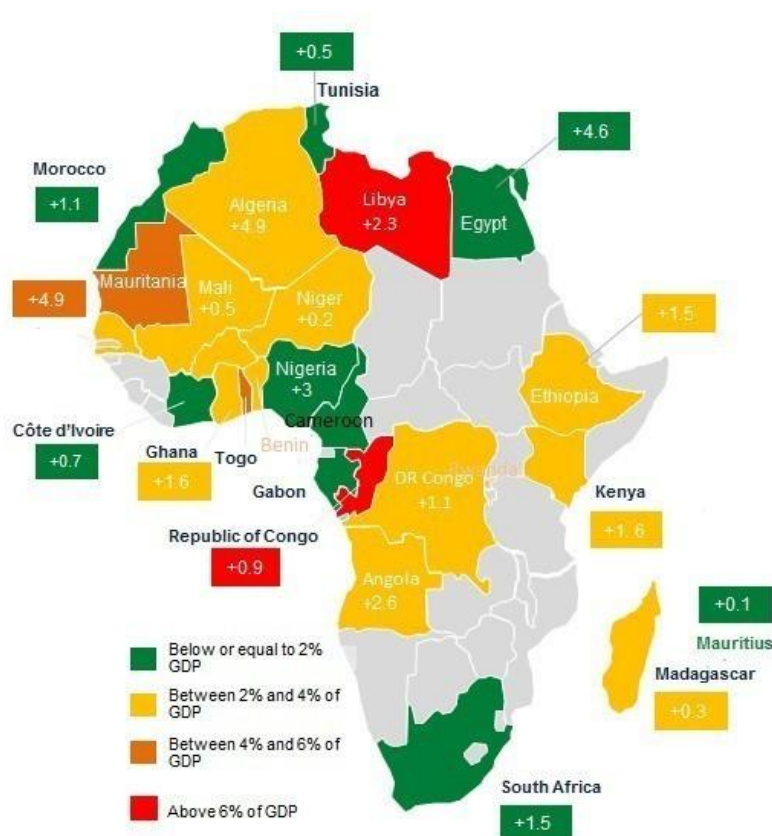
Pour les années à venir, Euler Hermes prévoit une croissance annuelle moyenne des importations africaines de +8%. Si un délai de paiement de 30 jours était accordé aux entreprises africaines sur leurs importations, le BFR additionnel généré serait alors de 45 Mds USD en 2020. Le développement parallèle du financement commercial, facteur clé de confiance entre les agents économiques, est essentiel pour que le continent africain saisisse cette opportunité.

Les montants qui seraient potentiellement libérés en cas de meilleures conditions de paiement octroyées aux entreprises africaines sont non-négligeables, et plus particulièrement pour certains pays :

- Pour les pays exportateurs de pétrole (Algérie, Nigéria, Angola, Libye), un allongement des délais de paiement de 30 jours libérerait 14 Mds USD de BFR supplémentaire en 2018. L'Algérie gagnerait 5 Mds USD de BFR, soit 3% de son PIB, et la République du Congo 0,9 Mds USD, soit 11% de son PIB.
- Les pays d'Afrique de l'Est ont également tout intérêt à voir les délais de paiement à l'import s'allonger. Au Kenya par exemple, cela libérerait 1,6 Mds USD en 2018 (2% du PIB), et environ le même montant en Ethiopie.
- Les gains potentiels seraient plus mesurés en valeur en Afrique de l'Ouest (0,4 Mds USD pour le Sénégal, 0,7 Mds USD en Côte d'Ivoire), mais représenteraient entre 2 et 2,5% du PIB de ces pays. Dans le sens inverse, les gains seraient plus faibles en part de PIB pour les pays les plus riches comme l'Afrique du Sud (0,4% du PIB) et le Maroc (1% du PIB).

*« Les grands acteurs sont souvent les plus mauvais payeurs, alors que les petits acteurs n'ont d'autre choix que de payer en avance ou au comptant. C'est particulièrement vrai en Afrique, où il y a un paradoxe important : les entreprises détenues par l'Etat sont en mesure de repousser leurs paiements pendant plusieurs années, comme ce fut le cas par le passé en Angola ou en Egypte, alors que les autres entreprises n'ont pas ce luxe. Par exemple, au Maroc, les grandes entreprises ont un délai moyen de paiement de 84 jours, alors que 30% des transactions impliquant des petites entreprises sont toujours payées au comptant »,* conclut Stéphane Colliac, économiste en charge de l'Afrique chez Euler Hermes.

**BFR additionnel libéré en 2018 en cas d'allongement du délai de paiement accordé par les fournisseurs étrangers aux entreprises africaines (Mds USD)**



Source: Euler Hermes

**Contacts médias :**

**Euler Hermes France**

Maxime Demory +33 (0)1 84 11 35 43  
[maxime.demory@eulerhermes.com](mailto:maxime.demory@eulerhermes.com)

**Footprint Consultants**

Cécile Jacquet +33 (0)1 80 48 14 80  
[cjacquet@footprintconsultants.fr](mailto:cjacquet@footprintconsultants.fr)

**Euler Hermes Group**

Jean-Baptiste Mounier +33 (0)1 84 11 51 14  
[jean-baptiste.mounier@eulerhermes.com](mailto:jean-baptiste.mounier@eulerhermes.com)

Quentin Giudicelli +33 (0)1 80 48 14 80  
[qgiudicelli@footprintconsultants.fr](mailto:qgiudicelli@footprintconsultants.fr)

**Euler Hermes** est le leader mondial des solutions d'assurance-crédit et un spécialiste reconnu dans les domaines du recouvrement et de la caution. Avec plus de 100 années d'expérience, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste clients. Son réseau international de surveillance permet d'analyser la stabilité financière de PME et de grands groupes actifs dans des marchés représentant 92% du PNB global. Basée à Paris, la société est présente dans 52 pays avec plus de 6 050 employés. Membre du groupe Allianz, Euler Hermes est noté AA par Standard & Poor's. La société a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 2,6 milliards d'euros en 2017 et garantissait pour 894 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde fin 2017. Plus d'informations: [www.eulerhermes.com](http://www.eulerhermes.com), [LinkedIn](https://www.linkedin.com/company/eulerhermes) ou Twitter [@eulerhermesFR](https://twitter.com/eulerhermesFR).

**Réserve :** Certains des énoncés contenus dans le présent document peuvent être de nature prospective et fondés sur les hypothèses et les points de vue actuels de la Direction de la Société. Ces énoncés impliquent des risques et des incertitudes, connus et inconnus, qui peuvent causer des écarts importants entre les résultats, les performances ou les événements qui y sont invoqués, explicitement ou implicitement, et les résultats, les performances ou les événements réels. Une déclaration peut être de nature prospective ou le caractère prospectif peut résulter du contexte de la déclaration. De plus, les déclarations de caractère prospectif se caractérisent par l'emploi de termes comme "peut", "va", "devrait", "s'attend à", "projette",

“ envisage ”, “ anticipe ”, “ évalue ”, “ estime ”, “ prévoit ”, “ potentiel ” ou “ continue ”, ou par l'emploi de termes similaires. Les résultats, performances ou événements prospectifs peuvent s'écarter sensiblement des résultats réels en raison, notamment (i) de la conjoncture économique générale, et en particulier de la conjoncture économique prévalant dans les principaux domaines d'activités du groupe Euler Hermes et sur les principaux marchés où il intervient, (ii) des performances des marchés financiers, y compris des marchés émergents, de leur volatilité, de leur liquidité et des crises de crédit, (iii) de la fréquence et de la gravité des sinistres assurés, (iv) du taux de conservation des affaires, (v) de l'importance des défauts de crédit, (vi) de l'évolution des taux d'intérêt, (vii) des taux de change, notamment du taux de change EUR/USD, (viii) de la concurrence, (ix) des changements de législations et de réglementations, y compris pour ce qui a trait à la convergence monétaire ou à l'Union Monétaire Européenne, (x) des changements intervenants dans les politiques des banques centrales et/ou des gouvernements étrangers, (xi) des effets des acquisitions et de leur intégration, (xii) des opérations de réorganisation et (xiii) des facteurs généraux ayant une incidence sur la concurrence, que ce soit au plan local, régional, national et/ou mondial. Beaucoup de ces facteurs seraient d'autant plus susceptibles de survenir, éventuellement de manière accrue, en cas d'actions terroristes. La société n'est pas obligée de mettre à jour les informations prospectives contenues dans le présent document.